



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Arrêté préfectoral portant autorisation environnementale
relatif à l'exploitation par la société GRANULATS VICAT
d'une carrière à ciel ouvert et en eau de matériaux alluvionnaires
sur le territoire de la commune de Moncel-Lès-Lunéville**

N° 2020-1304
AIOT 0006208315

LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code de l'environnement ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières ;

Vu l'arrêté du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu la demande présentée en date du 29 octobre 2020 (n° AEU 54-2020-44) et complétée les 7 juin 2021, 14 février 2023 et 10 octobre 2023, par la société GRANULATS VICAT, dont le siège social est situé 4 rue Aristide Berges - Les Trois Vallons - 38080 L'Isle-D'Abeau, à l'effet d'obtenir le renouvellement de l'autorisation d'exploiter et l'extension de la surface à extraire de la carrière à ciel ouvert et en eau de matériaux alluvionnaires existante située sur les parcelles B109, B113 et ZD6 (en partie) – lieu-dit "Ferme de Beaupré" – 54300 - Moncel-lès-Lunéville ;

Vu les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R. 181-18 à R.181-32 du Code de l'environnement ;

Vu l'avis de l'Autorité Environnementale n° MRAe 2024APGE20 en date du 29 février 2024 ;

Vu le mémoire en réponse du pétitionnaire à l'avis de le MRAe en date du 26 avril 2024 ;

Vu la décision en date du 24 août 2024 du président du tribunal administratif de Nancy, portant désignation du commissaire-enquêteur ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 16 septembre 2024 ordonnant l'organisation d'une enquête publique pour une durée de 43 jours consécutifs, du lundi 7 octobre 2024 au lundi 18 novembre 2024 inclus, sur les territoires des communes de Moncel-Lès-Lunéville, Hériménil, Fraimbois, Saint-Clément, Laronxe, Chanteheux, Lunéville, et Xermaménil ;

Vu l'accomplissement des formalités d'affichage réalisé dans ces communes de l'avis au public ;

Vu la publication dans deux journaux locaux en date du 19 septembre 2024 et 8 octobre 2024 (L'Est Républicain) et du 20 septembre 2024 et 11 octobre 2024 (Paysan Lorrain) ;

Vu le registre d'enquête et l'avis du commissaire enquêteur ;

- Vu** les avis émis par les conseils municipaux des communes de Moncel-Lès-Lunéville, Hériménil et Fraimbois ;
- Vu** l’accomplissement des formalités de publication sur le site internet de la préfecture ;
- Vu** le rapport du 15 avril 2024 de la Direction régionale de l’environnement, de l’aménagement et du logement du Grand Est, chargée de l’inspection des installations classées, proposant au préfet un projet d’arrêté préfectoral ;
- Vu** le projet d’arrêté porté à la connaissance du demandeur le 24 avril 2025 ;
- Vu** l’avis lors de la séance en date du 6 mai 2025 de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des sites (CDNPS) – formation spécialisée des carrières, au cours de laquelle le demandeur a été entendu ;
- Vu** les observations du pétitionnaire présentées en séance de la CDNPS ;

Considérant que le projet déposé par le pétitionnaire relève de la procédure d’autorisation environnementale ;

Considérant qu’en application des dispositions de l’article L. 181-3 du Code de l’environnement, l’autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l’installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l’arrêté préfectoral ;

Considérant que les mesures imposées à l’exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R. 181-18 à R. 181-32, des observations des collectivités territoriales intéressées par le projet et des services déconcentrés et établissements publics de l’État et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

Considérant que les conditions légales de délivrance de l’autorisation sont réunies ;

SUR proposition du Secrétaire général de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle ;

ARRÊTE

Article 1: Portée de l’autorisation et conditions générales

1.1 Bénéficiaire et portée de l’autorisation

- Exploitant titulaire de l’autorisation

La société GRANULATS VICAT, (SIRET 768 200 255 00091), dont le siège social est situé 4 rue Aristide Berges – Les Trois Vallons – 38080 L’Isle-D’Abeau, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à poursuivre l’exploitation de la carrière à ciel ouvert et en eau de matériaux alluvionnaires située sur le territoire de la commune de Moncel-Lès-Lunéville (54300), au lieu-dit “Ferme de Beaupré”.

- Localisation et caractéristiques principales du site

Les installations autorisées sont situées sur la commune et les parcelles suivantes :

Commune	Lieu-dit	Parcelles	Surfaces
Moncel-Lès-Lunéville	Ferme de Beaupré	B109	42ha 18a 20ca
		B113	7ha 50ca
		ZD6 (en partie)	12ha 00a 00ca

La surface totale de la carrière est de 54ha 25a 70ca, pour une surface exploitable (zone d’extraction) de 46ha 25a 03ca.

Le volume total d’alluvions à extraire est d’environ 850 000 m³, soit ± 1 700 000 tonnes.

- Cadre réglementaire applicable
 - Autorisations embarquées

La présente autorisation tient lieu d'autorisation ICPE et IOTA.

- Installations visées par la nomenclature et soumises à déclaration, enregistrement ou autorisation

Les prescriptions générales des arrêtés ministériels listés ci-après sont applicables aux rubriques ICPE et IOTA visées au 1.2 ci-dessous, sauf les dispositions qui sont contraires à celles fixées par le présent arrêté préfectoral :

- arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières,
- arrêté du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des " articles L. 214-1 à L. 214-3 " du Code de l'environnement et relevant de la rubrique " 1.1.1.0 " de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié.

1.2 Nature des activités/installations

Les activités exercées sur le site relèvent des rubriques ICPE suivantes :

Rubrique ICPE	Nature de l'activité	Volume de l'activité	Régime*
2510-1	Exploitation de carrière à ciel ouvert et en eau de matériaux alluvionnaires	Production moyenne : 250 000 t/an Production maximale : 300 000 t/an	A

Et des rubriques Loi sur l'eau suivantes :

Rubrique IOTA	Nature de l'activité	Volume de l'activité	Régime*
3.1.2.0	Installations, ouvrages, ..., conduisant à modifier le profil ... du lit mineur d'un cours d'eau, ..., ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau	Déplacement et ouverture du ruisseau de la Meurthe sur une longueur supérieure à 100 m	A
1.1.1.0	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, ...	3 piézomètres de suivi 1 en amont (Pz1) 2 en aval (Pz2 et Pz3)	D

(*) A : Autorisation – D : Déclaration

1.3 Conformité au dossier de demande d'autorisation

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de demande d'autorisation environnementale déposé par l'exploitant, ainsi que ses compléments.

1.4 Durée de l'autorisation et remise en état

1.4.1 Durée de l'autorisation

L'autorisation d'exploiter est accordée pour une durée de **10 années** à compter de la date de notification du présent arrêté.

Cette durée d'exploitation, qui se décline selon deux phases quinquennales, sur la base du plan de phasage annexé au présent arrêté (annexe I), comprend la remise en état du site.

1.4.2 Remise en état

La remise en état du site a une vocation naturelle/écologique et agricole sur la base du plan de réaménagement versé en annexe II du présent arrêté.

Elle prévoit notamment la mise en place de :

- 3 étangs de 6, 10 et 11 hectares pour une surface totale de 27 ha ;
- des surfaces vierges ou remblayées à des cotes variables permettant la restitution de l'agriculture, tout en favorisant une diversification des milieux pour une surface de 24,5 ha (prairies humides, prairies enherbées et prairies fleuries) ;
- 14 zones de roselières, localisées au niveau des ponts d'entrée en période de crue ;
- 11 zones en couverture minérale (plages de galets, plages de sable, îlot) ;
- 1 haie de 260 mètres au nord de la zone.

1.5 Garanties financières

1.5.1 Montant des garanties financières

Les garanties financières définies par le présent arrêté s'appliquent pour l'activité exercée au titre de la rubrique n° 2510 visée au chapitre 1.2.

Le montant des garanties financières est calculé selon l'annexe I de l'arrêté du 9 février 2004 modifié, sur la base de la formule suivante : $Cr = \alpha \cdot (S1C1 + S2C2 + LC3)$ €

Les montants pour chacune des deux phases sont les suivants :

	S₁ en ha	S₂ en ha	L en m	α*	Cr en € TTC
Phase 1	0,3	4,2	371	1,403	231 772,00
Phase 2	0,3	4,2	371	1,403	231 772,00

* Avec « α » calculé selon l'index en vigueur de janvier 2025 (131,9)

Le montant des garanties financières est actualisé :

- tous les cinq ans en se basant sur l'indice des travaux publics TP 01 en vigueur ;
- dans les six mois suivant une augmentation supérieure de 15 % de l'indice TP 01 sur une période inférieure à 5 ans.

1.5.2 Établissement des garanties financières

Au moment de la mise en exploitation du projet dans les conditions prévues par le présent arrêté, l'exploitant :

- adresse au Préfet le document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du Code de l'environnement,
- précise la valeur datée du dernier indice public TP01 pris en compte pour le calcul.

1.6 Modalités d'exploitation

1.6.1 Horaires de fonctionnement

Le fonctionnement de la carrière est autorisé du lundi au vendredi de 7h00 à 19h00.

1.6.2 Aménagements préliminaires

Outre les aménagements préliminaires imposés par l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994, l'exploitant met en œuvre les mesures suivantes, avant toute opération d'extraction des matériaux :

- déplacement et ré-ouverture du ruisseau de la Meurthe,
- piquetage de la limite du périmètre de protection rapprochée de la prise d'eau de Lunéville,
- plantation d'une haie sur 260 m le long du chemin en partie nord du site. Elle est mise en place en période favorable à la reprise des plants (entre novembre et mars) au cours de la première année d'exploitation après notification du présent arrêté.

Les modalités de réalisation de ces opérations préalables respectent les dispositions fixées par le présent arrêté et les éléments du dossier de demande d'autorisation environnementale et ses compléments.

1.6.3 Décapage

Le décapage des terrains est effectué de manière sélective au fur-et-à-mesure de la progression des travaux d'exploitation ; la surface maximale en cours d'exploitation (culture décapée et terrain non-réaménagé) ne dépassant pas 4 ha.

Dans le cadre des opérations de décapage, l'exploitant est autorisé à procéder à du rabattement de nappe par pompage, selon les modalités définies à l'article 3 du présent arrêté.

L'épaisseur de la découverte est inférieure à 50 cm pour les secteurs nord-est et est-sud-est de la carrière, et atteint $\pm 1,5$ m sur le reste de la zone. L'horizon humifère (terres végétales) et les stériles (limons de surface) sont stockés séparément et réutilisés pour la remise en état.

La hauteur des stocks de terres végétales et de stériles est telle que la stabilité des tas est assurée et que les caractéristiques physiques des matériaux ne puissent s'altérer.

La découverte est soit :

- mise de côté en merlons ;
- réutilisée immédiatement pour les opérations de réaménagement coordonnées à l'exploitation, notamment l'aménagement des digues.

1.6.4 Extraction et évacuation des matériaux

L'extraction du gisement d'alluvions récentes est réalisée en eau à l'aide d'une dragline et/ou pelle hydraulique, sur une épaisseur comprise entre 3,1 et 5,1 m ; la cote minimale en fond de fouille étant limitée à 223 m NGF.

Les matériaux extraits font l'objet d'un stockage temporaire (stock tampon) pour permettre leur essorage. Ils sont ensuite repris par chargeur, puis transportés par camion jusqu'à une trémie alimentant une bande transporteuse qui permet l'évacuation de ces derniers à destination de l'installation de traitement de Moncel-Lès-Lunéville. Aucune évacuation de matériaux du site n'est réalisée par voie routière.

Les dépôts temporaires ou non de matériaux, matériels et engins ainsi que les pistes de circulation temporaires ou non, sont interdits en dehors du périmètre d'exploitation.

1.7 Documents tenus à la disposition de l'inspection des installations classées

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial,
- les plans tenus à jour,
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par l'arrêté préfectoral d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par l'arrêté préfectoral d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont disponibles sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 2 : Préservation de la qualité de l'air

Tout brûlage de déchets à l'air libre est interdit.

Pour limiter les émissions de poussières dans l'environnement, l'exploitant met en œuvre les mesures suivantes :

- conservation du réseau de haie existant en périphéries est et sud et création d'un linéaire de haie sur 260 m en limite nord,
- limitation de la vitesse des véhicules à 30 km/h,
- pulvérisation d'eau sur la piste par temps secs, chauds et venteux (ou tout autre dispositif d'aspersion efficace).

L'exploitant prend toute disposition pour que les stocks temporaires ne soient pas à l'origine d'envol de poussière.

Article 3 : Préservation des milieux aquatiques et des ressources en eaux

3.1 Prélèvements et consommation d'eau

Il n'y a pas de prélèvement d'eau de surface ou d'eau souterraine à des fins d'utilisation sur le périmètre de la carrière. Les seules opérations de prélèvement autorisées sont celles en lien avec la mise en œuvre des actions spécifiques suivantes :

- pompage dédié au rabattement de nappe,
- prévention des envols de poussières (arrosage des pistes, stocks, ...),
- intervention en cas de sinistre, notamment en cas d'incendie.

3.2 Rejets au milieu naturel

3.2.1 Dispositions générales

Tout rejet direct ou indirect d'effluents dans la nappe d'eau souterraine ou vers les milieux de surface, ainsi que tout rejet d'effluent liquide non prévu au présent article ou non-conforme aux dispositions du présent chapitre sont interdits.

3.2.2 Identification des rejets

Catégorie	Destination
Eaux pluviales non polluées	Sol par infiltration ou plans d'eau
Eaux d'exhaure issues du pompage réalisé dans le cadre du rabattement de nappe	Nappe alluviale par le biais d'un forage aval

3.3 Dispositions spécifiques aux opérations de rabattement de nappe

L'exploitant est autorisé à procéder à des opérations de pompage dédiées au rabattement de la nappe, sur la période d'août à mars inclus conformément aux mesures d'évitement détaillées au paragraphe 4.1 du présent arrêté. La hauteur de rabattement de la nappe étant limitée à 50 cm par rapport à la cote TN et le débit de pompage à 150 m³/h pendant 10 à 24h.

L'implantation des fosses de pompage pour chacune des phases et du forage de réinjection est réalisée conformément au plan de localisation présenté dans le mémoire en réponse de l'exploitant en date du 26 avril 2024.

3.3.1 Conception et aménagement de l'ouvrage de pompage

Toutes les dispositions sont prises, notamment par l'installation de bacs de rétention ou d'abris étanches, pour prévenir tout risque de pollution des eaux issues du système de pompage par les carburants et autres produits susceptibles d'en altérer la qualité.

Les opérations de pompage ne doivent pas engendrer de migration de polluants, de déséquilibre des cours d'eau ou des milieux aquatiques et zones humides alimentés par la nappe, et de dégradation qualitative ou quantitative de la production d'eau destinée à la consommation humaine.

L'installation de pompage des eaux est équipée d'un moyen de mesure du volume prélevé, régulièrement entretenu et contrôlé.

L'exploitant enregistre les informations suivantes dans le cadre du suivi de l'installation de prélèvement :

- les volumes prélevés lors de chaque opération de pompage ;
- les périodes de fonctionnement de l'installation, et les éventuels incidents survenus au niveau de l'exploitation ;
- les entretiens, contrôles et remplacements effectués.

En dehors des périodes de fonctionnement, l'installation de pompage est soigneusement consignée afin d'éviter tout mélange ou pollution des eaux par la mise en communication des eaux de surface et notamment de ruissellement. Les carburants nécessaires au pompage et autres produits susceptibles d'altérer la qualité des eaux sont évacués du site ou confinés.

3.3.2 Conception et aménagement de l'ouvrage de rejet

Le dispositif de rejet des eaux de pompage (forage) créé en aval du site, est aménagé de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci.

Un point de prélèvement d'échantillons est aménagé de manière à être aisément accessible et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions sont prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

3.3.3 Caractéristiques des eaux rejetées

Paramètres	Valeurs limites d'émission (VLE)
pH	Compris entre 5,5 et 8,5
Température	Inférieure à 30° C
MEST (matières en suspension totales)	Inférieure à 35 mg/l (norme NF T 90 105)
DCO (demande chimique en oxygène)	Inférieure à 125 mg/l sur effluent non décanté (norme NF T 90 101)
HCT (hydrocarbures totaux)	Inférieure à 5 mg/l (norme NF T 90 114)

3.3.4 Surveillance de la qualité des eaux rejetées

L'exploitant réalise un suivi de la conformité des eaux rejetées au début et à la fin de chaque campagne de découverte nécessitant la réalisation d'opérations de pompage. Les résultats de ces contrôles sont renseignés dans l'outil GIDAF.

3.4 Surveillance des eaux souterraines

3.4.1 Réseau de surveillance

L'exploitant met en place un réseau de surveillance composé de trois ouvrages : un piézomètre amont (Pz1) et deux piézomètres aval (Pz2 et Pz3).

L'implantation des ouvrages est réalisée conformément aux éléments présentés dans le dossier de demande d'autorisation environnementale et ses compléments.

3.4.2 Suivi de la qualité des eaux souterraines

Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau doivent être effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur. Les seuils de détection retenus pour les analyses doivent permettre de comparer les résultats aux valeurs de référence en vigueur.

L'exploitant fait analyser les paramètres suivants selon la fréquence imposée.

Paramètres	Niveau piézométrique - pH - Conductivité - Potentiel redox - Oxygène dissous - Sulfates - Ammonium - Nitrates - Azote Kjeldahl - Orthophosphates - Hydrocarbures totaux - Matières en suspension - Métaux : Fer, Manganèse, Arsenic - BTEX (Benzène, Toluène, Éthylbenzène et Xylènes) - MTBE (Méthyl Ter Butyl Ether)
Fréquence	Semestrielle

Les résultats des analyses réalisées sur les eaux souterraines sont comparés :

- aux limites et références de qualité des eaux brutes et eaux destinées à la consommation humaine, mentionnées aux articles R. 1321-2, R. 1321-3, R. 1321-7 et R. 1321-38 du code de la santé publique,
- aux valeurs guides définies par l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS).

3.5 Dispositions particulières au périmètre de la prise d'eau de Lunéville (AEP)

Préalablement à la réalisation des opérations d'extraction, l'exploitant fait intervenir un géomètre pour matérialiser par piquetage la limite du Périmètre de Protection Rapprochée de la prise d'eau de Lunéville ; l'emprise de ce dernier étant exclue de la zone à extraire.

Ce piquetage, qui est maintenu pendant toute la durée d'exploitation, est réalisé sur la limite du PPR telle que matérialisée sur le plan versé en annexe III du présent arrêté.

3.6 Dispositions spécifiques liées au déplacement du ruisseau de la Meurthe

3.6.1 Implantation et aménagement

Les opérations et travaux liés au déplacement et la réouverture du ruisseau de la Meurthe sont réalisés conformément aux éléments présentés dans le complément de dossier transmis par l'exploitant en date du 10 octobre 2023.

3.6.2 Suivi des travaux

L'exploitant établit au fur et à mesure de l'avancement des travaux un compte-rendu de chantier, dans lequel il retrace le déroulement des travaux, toutes les mesures qu'il a prises pour respecter les dispositions prévues par le présent arrêté, ainsi que les effets qu'il a identifiés de son aménagement sur le milieu et sur l'écoulement des eaux. Ce compte-rendu est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

A la fin des travaux, il adresse au Préfet le plan de récolement comprenant le profil en long et les profils en travers de la partie du cours d'eau aménagée, ainsi que le compte-rendu de chantier.

Article 4 : Mesures d'évitement, de réduction, d'accompagnement et de suivi en lien avec la biodiversité

Pour limiter les effets sur la biodiversité, l'exploitant met en œuvre les mesures suivantes.

4.1 Mesures d'évitement

- Préservation du talus et de la haie situés en périphérie est de la zone d'exploitation.
- Absence de circulation, de stationnement de véhicules, ou de dépôt de matériaux sur la bande périphérique des 10 mètres.
- Décapage réalisés sur les mois d'août à mars inclus, hors période de nidification et hors secteurs identifiés et balisés pour la reproduction des amphibiens.

4.2 Mesures de réduction

- Préservation de la population de Crapauds calamite et de Sonneurs à ventre jaune pendant la phase travaux, selon une gestion spécifique sous le contrôle d'un herpétologue, avec :

- x recherche de sites de reproduction en dehors des zones de travaux et de circulation, puis balisage si présence pour les préserver de toute activité jusque fin septembre,
- x dès le début du printemps, création de dépressions (de 1 à 3) et d'une ornière situées hors zones de travaux et de circulation, avec maintien jusque fin septembre.

Pour assurer le maintien du Crapaud calamite à long terme après la phase travaux, l'exploitant identifie, au cours des premières années d'exploitation de la carrière, une zone située dans un rayon maximum de 3 km du site, propice à la réalisation des aménagements suivants :

- deux ou trois dépressions sur fond sableux, d'au moins 20 m², à pentes très douces et d'une profondeur maximale de 60 cm,
- une mare bâchée de mêmes dimensions,
- deux buttes d'enfouissement situées à proximité des dépressions et de la mare bâchée.

Cette zone est créée dans les cinq années qui suivent la notification du présent arrêté.

Les différents aménagements précités sont réalisés conformément aux descriptifs présentés dans l'étude NEOMYS versés au dossier.

- Exploitation par phase et réaménagement coordonné pour réduire l'impact de la perte d'habitat de chasse pour les oiseaux et les chiroptères, avec une surface maximale en cours d'exploitation par secteur (culture décapée et terrain non-réaménagé) de 4 ha ;

- Maintien et création de sites de reproduction pour le Petit Gravelot, tels qu'un îlot de graviers et galets sur le plan d'eau nord et quatre plages de galets en bordure des étangs au fur et à mesure du réaménagement. Un entretien de ces plages de galets et de l'îlot est réalisé chaque année en février, afin d'éviter leur végétalisation ; il est consigné dans un registre.

- Réalisation d'opérations d'aplanissement des voies de circulation pour éviter tout point d'eau attirant les amphibiens pionniers. L'absence de dépression est vérifiée de façon hebdomadaire par l'exploitant ; cette vérification est consignée dans un registre.

4.3 Mesures d'accompagnement

- Conversion d'une zone de culture de 10 ha en prairie dans le cadre du réaménagement, constituée d'une prairie à développement spontanée, d'une prairie humide et d'une prairie fleurie.

- Plantation d'une haie arbustive et épineuse, constituée d'essences locales, sur 260 mètres le long du chemin au nord du site.

- Plantation de roselières en bord de plans d'eau. Celles-ci font l'objet d'entretiens réguliers qui sont consignés dans un registre.

- Création d'une prairie humide entre les plans d'eau.

- Fauche tardive biennale du délaissé périphérique, des bandes enherbées entre les étangs ainsi que de la prairie ; celle-ci étant réalisée entre début octobre et fin février.

- Mise en place d'une bande de prairie fleurie entre la prairie et le plan d'eau au nord.

- Mise en place d'un radeau à couverture minérale.

4.4 Mesures de suivi et bilan annuel

L'exploitant élabore, dès l'obtention de l'autorisation d'exploiter, un programme de suivi comprenant, les objectifs de suivi, les modalités, les critères, la fréquence, le nombre de passage par année de suivi, les périodes de passage, et le protocole de collecte des données.

Ce programme porte à la fois sur :

- la mise en œuvre et l'efficacité des mesures d'évitement, de réduction et d'accompagnement,

- l'évolution des habitats d'espèces,

- les populations d'espèces protégées présentes sur le site et celles susceptibles de le coloniser : état de conservation et évolution des populations. S'agissant des espèces suivantes contactées dans le cadre des investigations de terrain, les suivis des populations sont réalisés *a minima* selon les fréquences suivantes : amphibiens (fréquence annuelle : 3 passages par an entre mars et juin), reptiles (fréquence bisannuelle : 3 passages par an de mai à septembre), oiseaux (fréquence annuelle : 2 passages en avril et en mai/juin, pendant 3 ans en phase 1 et 2 ans en phase 2), Castor d'Europe (vérification de présence avec une fréquence triennale : passage en hiver),

- les espèces exotiques envahissantes, notamment avec une vérification d'absence 1 an et 3 ans après la finalisation du réaménagement de chaque phase.

Si les objectifs des mesures ne sont pas atteints, des mesures correctives sont mises en œuvre.

Les résultats des suivis font l'objet d'un rapport comportant notamment une liste des espèces rencontrées, une cartographie localisant ces espèces, une évaluation des populations en place

(nombre, variété) et leur évolution, une évaluation de l'efficacité des mesures mises en place, de l'état de conservation des espèces et de la fonctionnalité des milieux créés.

Ce rapport est rédigé à la fin de chaque année de suivi, puis transmis à l'inspection des installations classées avant le 31 mars de l'année suivante.

4.5 Transmission des données brutes de biodiversité

L'exploitant transmet les résultats des suivis écologiques au service de l'État en charge de la protection des espèces de la DREAL Grand-Est sous format informatique compatible avec le standard régional Grand-Est disponible sur le site intranet de la DREAL Grand-Est, ou à défaut avec la version 1.2.1 du standard national occurrence taxon. Les données sont fournies avec une géolocalisation au point (non-dégradée). Elles sont destinées à alimenter le Système d'Information de l'Inventaire du Patrimoine naturel (SINP) avec le statut de données publiques.

La transmission de ces données intervient au plus tard le 31 janvier de l'année suivant la collecte de celles-ci.

Article 5 : Protection du cadre de vie

5.1 Limitation des niveaux de bruit et des vibrations

5.1.1 Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs reprises dans le tableau ci-dessous suivant les différentes périodes de la journée :

Période de jour : de 7 h à 22 h, (sauf dimanches et jours fériés)	Période de nuit : de 22 h à 7 h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
70 dB(A)	60 dB(A)

5.1.2 Mesures périodiques des niveaux sonores

Une mesure du niveau de bruit en limite de propriété et de l'émergence dans les zones à émergence réglementée est effectuée un an au maximum après la mise en service de l'installation, puis tous les 5 ans.

5.1.3 Dispositions réglementaires

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V titre I du Code de l'Environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

5.2 Insertion paysagère

Pour limiter la perception visuelle de son site et garantir dans le temps son insertion paysagère, l'exploitant respecte les dispositions suivantes :

- préservation du talus et de la haie situés en périphérie est de la zone d'exploitation,
- plantation d'une haie arbustive et épineuse, constituée d'essences locales, sur 260 mètres le long du chemin au nord du site,
- exploitation par phase et réaménagement coordonné de la carrière.

L'exploitant s'assure au moins une fois par an du bon état des haies. Il procède à une remise en état dès qu'une détérioration est constatée.

Article 6 : Prévention des risques naturels et technologiques

6.1 Prévention des risques naturels

Afin de garantir un remplissage préventif en cas de crue et éviter tout phénomène d'érosion régressive, les aménagements suivants sont prévus au niveau des plans d'eau :

- un déversoir d'interconnexion entre les bassins n° 1 et n° 2,

- une digue rabaissée de 20 cm entre les bassins n° 2 et n° 3 situé le plus au nord,
- des berges profilées de 3H/1V à localement 5H/1V au niveau des roselières.

Ces aménagements sont réalisés conformément au plan versé en annexe III du présent arrêté.

6.2 Prévention des risques technologiques

Hormis la cuve de GNR de 3 m³, aucun stockage d'hydrocarbures ou de liquides inflammables n'est autorisé sur le périmètre de la carrière.

Un extincteur sur roues de grande capacité est positionné en permanence à proximité de cette dernière.

L'exploitant rédige des consignes/plans d'urgence prenant en compte les risques particuliers du site, notamment : d'accident, de noyade, de découverte d'engins de guerre, de déversement accidentel de polluant, ...

Article 7 : Prévention et gestion des déchets

7.1 Types de déchets

Les déchets présents sur le site se limitent uniquement :

- aux déchets ménagers ou assimilés générés par les employés,
- aux déchets industriels issus des petits entretiens réalisés par le personnel du site ; les gros entretiens et les réparations étant réalisés hors site,
- aux déchets inertes d'extraction.

Les déchets ménagers et industriels sont collectés séparément, puis évacués du site *via* une filière appropriée. L'exploitant est tenu de conserver les justificatifs permettant de s'assurer de leur bonne élimination.

7.2 Synthèse des déchets inertes générés

Les déchets inertes générés par l'exploitation de la carrière, dont la gestion est précisée dans le plan de gestion des déchets inertes d'extraction, tel que prévu par l'article 16 bis de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994, sont les suivants :

Code des déchets	Origine (découverte, extraction, ...) Type de déchets	Nature des déchets	Quantité totale estimée sur la durée d'exploitation
/	Décapage	Terre végétale	60 000 m ³
/	Décapage	Limons	240 000 m ³
01 01 02 Stériles de niveau intermédiaire	Extraction		44 000 m ³

Les déchets du présent tableau sont utilisés à des fins de remise en état de la carrière.

Aucun déchet inerte d'origine extérieure (déblais inertes provenant de chantiers du BTP par exemple) n'est admis sur le site.

Article 8 : Voies et délais de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Nancy (par courrier postal à l'adresse suivante : 5, place de la Carrière - Case Officielle n° 20038 - 54036 NANCY Cedex, ou par saisine électronique via le site « télérecours citoyen » – www.telerecours.fr) :

- 1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :
 - a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du même code ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle ou du ministre de la Transition écologique, de la Biodiversité, de la Forêt, de la Mer et de la Pêche dans un délai de deux mois. Ce recours administratif proroge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

En application des dispositions de l'article R 181-51 du Code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la présente décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de 15 jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt de recours contentieux.

Article 9 : Informations des tiers

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du Code de l'environnement :

1° Une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale est déposée à la mairie de Moncel-lès-Lunéville, commune d'implantation du projet et peut y être consultée ;

2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Moncel-lès-Lunéville, commune d'implantation du projet pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R.181-38 du Code de l'environnement, à savoir :

- la communauté de communes du Territoire de Lunéville à Baccarat ;
- les mairies de Chanteheux, Fraimbois, Hériménil, Laronxe, Lunéville, Saint-Clément et Xermaménil

4° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 10 : Exécution de l'arrêté

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, la société GRANULATS VICAT, le maire de Moncel-lès-Lunéville sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée :

- aux services de l'État dans le département ;
- aux président et maires des collectivités consultées susvisées.

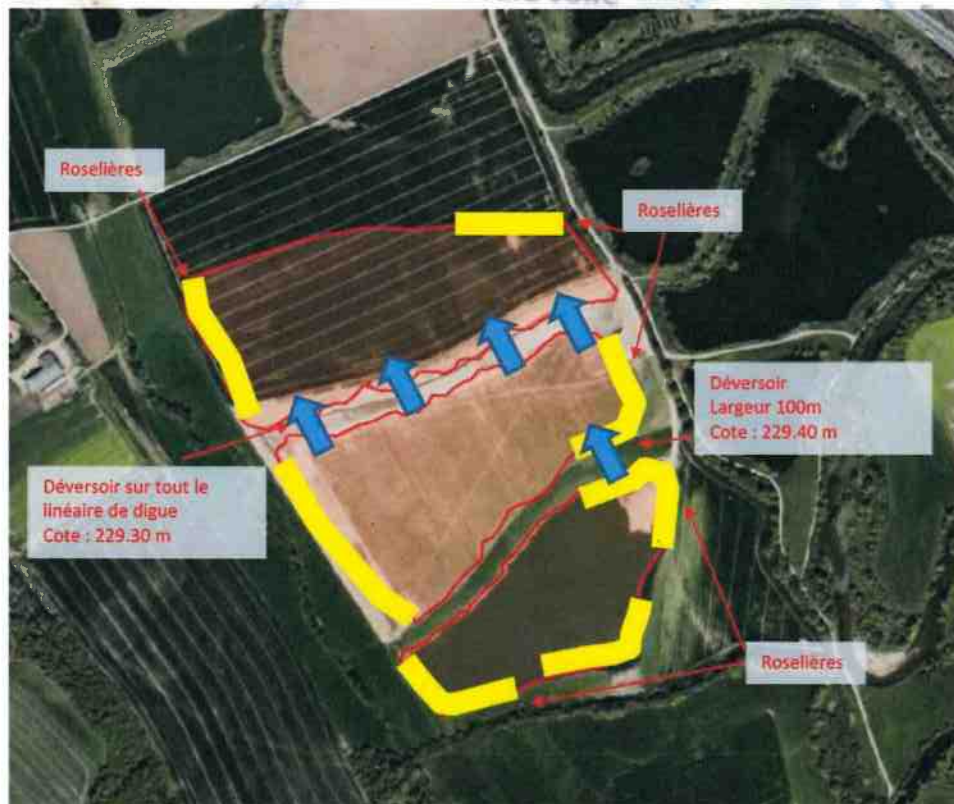
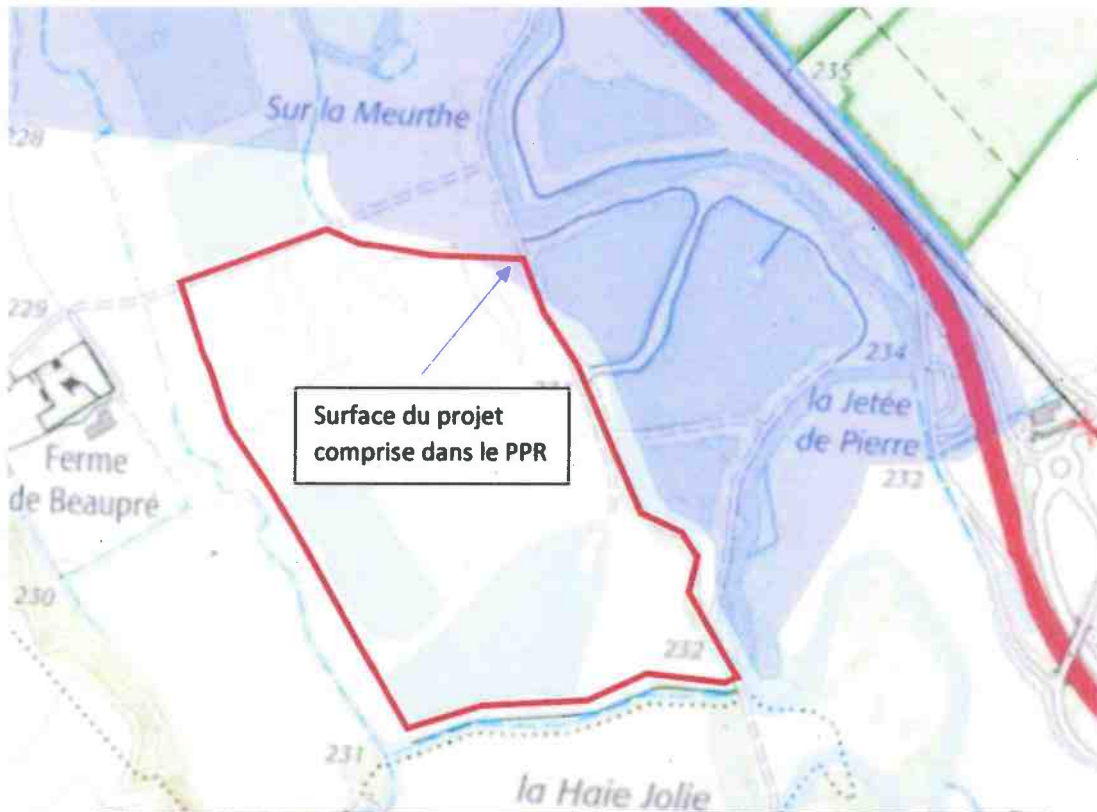
Nancy le **26 MAI 2025**

Le Préfet,


Françoise SOULIMAN

Annexe 3 à l'arrêté préfectoral n°2020-1304

Aménagements spécifiques (captage et risques hydrauliques)



PREFECTURE de MEURTHE-et-MOSELLE

Vu pour être annexé à notre arrêté
en date de ce jour

NANCY le, **26 MAI 2025**

Le préfet,

Françoise SOULIMAN

15/15

Annexe 2 à l'arrêté préfectoral n°2020-1304

Plan de réaménagement



PREFECTURE de MEURTHE-et-MOSELLE

Vu pour être annexé à notre arrêté
en date de ce jour

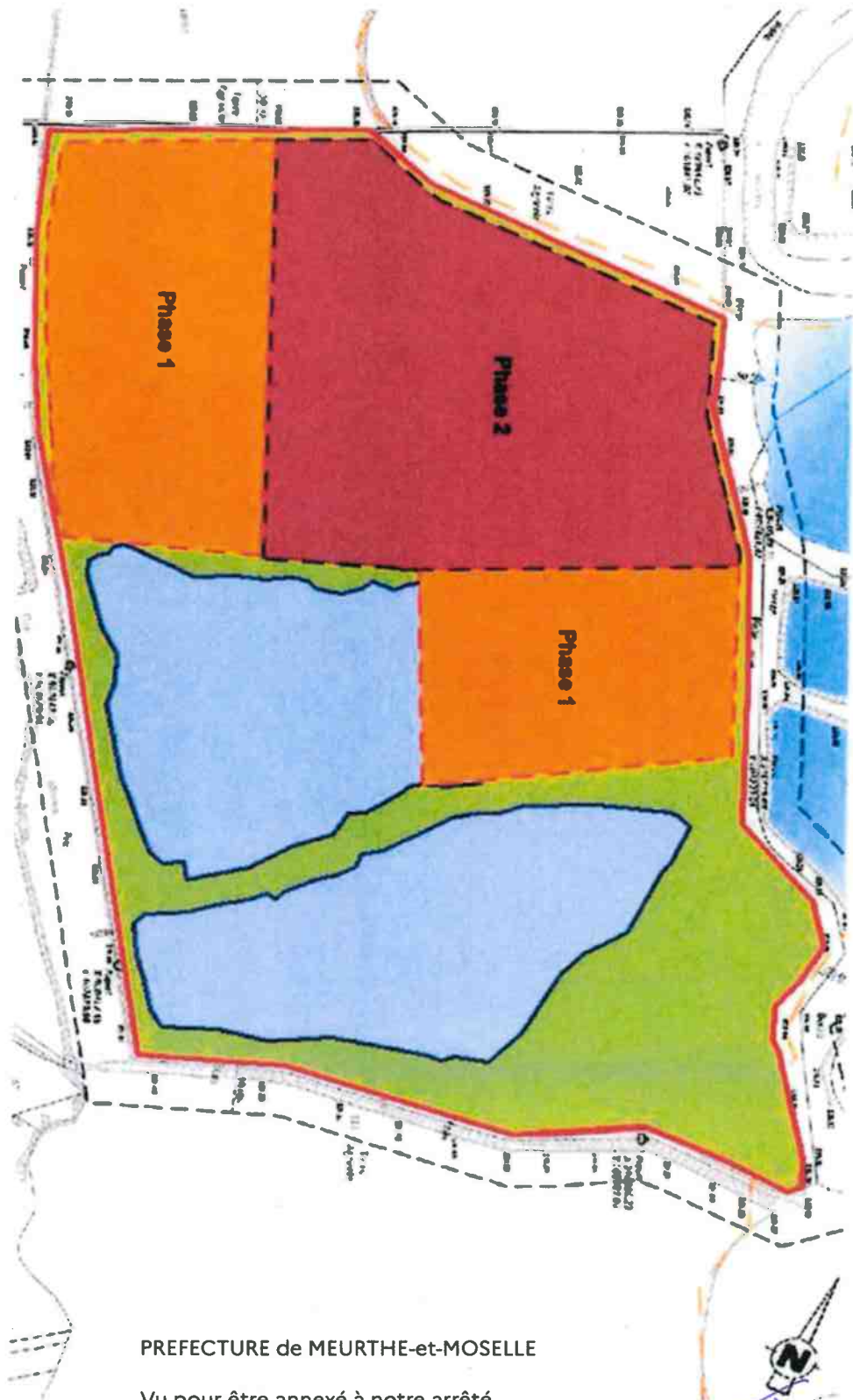
NANCY le, **26 MAI 2025**

Le préfet,

Françoise SOULIMAN

Annexe 1 à l'arrêté préfectoral n°2020-1304

Plan de phasage



PREFECTURE de MEURTHE-et-MOSELLE

Vu pour être annexé à notre arrêté
en date de ce jour

NANCY le,

26 MAI 2025

Le préfet,

Françoise SOULIMAN